



PAR
Jean-Marie Guénois

Le grand rabbin de France récuse le fait que mourir puisse devenir un droit civil. Il faudrait plutôt aider les gens à vivre, plaide-t-il. Le projet de loi sur la fin de vie entre en examen ce lundi à l'Assemblée nationale.

Haïm Korsia : « Celui qui me soigne pourrait un jour me tuer »



« On maquille un geste de mort donné par un proche en bienfait... J'en suis atterré », se désole Haïm Korsia.

LA FIGARUE / RAPHAËLE BARCA

Haïm Korsia, 60 ans, grand rabbin de France depuis 2014, est l'un des responsables religieux les plus connus par ses interventions régulières dans les médias. Personnalité écoutée du monde politique, ce membre de l'Académie des sciences morales et politiques, est l'un des grands critiques du projet de loi sur la fin de vie dont l'Assemblée nationale s'empare ce lundi 27 mai. Il va publier dans une semaine un document à ce sujet dans la collection « Tracts » de Gallimard. Il vient aussi de sortir chez Flammarion un ouvrage intitulé *Comme l'espérance est violente* où il

se livre à un tour d'horizon approfondi de la société française qu'il appelle à un sursaut humain.

LE FIGARO. - À propos du projet de loi sur la fin de vie, beaucoup dénoncent le travail de la commission parlementaire qui aurait « fait sauter tous les verrous » qui protégeaient le texte d'un oui à l'euthanasie. Partagez-vous ce constat ?
HAÏM KORSIA. - L'article 18 tel qu'il a été réformé par la commission revient effectivement à dire qu'il n'y aurait plus besoin de soins palliatifs puisque l'on opérerait pour une solution simple, rapide... radicale. Ce n'est pas possible ! Ma crainte profonde est que l'on finisse par faire

pression sur les gens en fin de vie, les plus pauvres en particulier, en leur faisant comprendre qu'ils commencent « à coûter ». À ce titre, je dénonce une lettre de la MGEN, Mutuelle générale de l'Éducation nationale, qui nous était adressée à nous, responsables de cultes et qui annonce la couleur. Elle témoignait du cri d'une personne dans une situation catastrophique demandant à mourir. Qui ne se laisserait pas toucher par cette souffrance ? La réponse à apporter n'est pourtant pas la mort provoquée mais l'accompagnement. Qu'une mutuelle pousse en avant ce témoignage en nous faisant croire qu'elle n'a aucune arrière-pensée à propos de « l'aide à mourir » qui va

pourtant lui rapporter beaucoup par les économies qu'elle fera sur la vie des gens, est scandaleux. J'ai été écoeuré et je n'ai pas été le seul. Les discussions préliminaires à l'Assemblée ont démontré le pire de ce l'on craignait. Il est donc capital de conserver des principes et de délimiter des frontières infranchissables dont le principe de l'aide à mourir qui ne doit pas exister.

Vous opposerez-vous frontalement à ce texte ?

Je n'ai pas vocation à le faire. Nous devons l'accepter dans le cadre démocratique, ce qui n'empêche pas la critique. D'autant qu'il suffirait d'arranger ce texte pour qu'il réponde à tous les besoins.

Quels seraient ces points à modifier ?

D'abord ne pas parler d'aide à mourir mais d'aide à vivre. Je répète pour que cela soit bien clair, d'aide à vivre ! Nous voulons que les gens vivent bien et jusqu'au bout ! Notamment avec des antalgiques, des antidouleurs, et, s'il le faut, en recourant à la sédation profonde continue. Il faut ensuite retirer l'idée d'injection de produit létal puisque la sédation profonde continue et irréversible existe. Si quelqu'un est dans une souffrance telle que l'on n'arrive plus à le traiter, il faut l'endormir mais pas le tuer.

On sent en vous un homme en colère...

Mais est-ce que vous vous rendez compte que l'on veut demander à la famille d'aider le patient à mourir ! Mais comment est-il possible d'aller jusque-là ! Quel besoin de recourir à la famille pour poser un tel geste ! Connaissent-ils les traumatismes dans une famille deux générations au moins après un suicide ? Ils osent demander au père, à la mère, à l'enfant d'injecter la dose mortelle... et s'ils ne peuvent pas, on demande au personnel médical. On maquille un geste de mort donné par un proche en bienfait... J'en suis atterré. Si cela passe, on risquerait d'avoir des générations dévorées de l'intérieur par le sentiment de culpabilité.

Comment dès lors peser sur le débat parlementaire ?

Je n'ai pas d'autre volonté que de persuader et de convaincre. C'est d'ailleurs le jeu démocratique. Nous avons été entendus et auditionnés, on peut encore parler aux uns et aux autres. Il y a liberté de vote sur ce texte. Les députés et les sénateurs auront à juger en leur âme et conscience. Je leur demande de penser à leurs proches, leur père, leur mère, leur frère, leur sœur. Ces politiciens porteront la responsabilité d'avoir orienté le système de santé vers une catastrophe où celui qui me tue. On quitte la dignité de la santé française.

Dans un tout autre domaine, vous vous inquiétez de la victoire potentielle d'un parti d'extrême droite en France aux élections européennes. Comment expliquez-vous cette montée ?

La réalité est qu'il n'y a pas une montée du Front national mais une chute des autres partis. Les partis traditionnels ne font plus face parce qu'ils sont faibles en propositions, en rêves, et en crédibilité. Les gens sont perdus et se disent : « On a tout tenté, essayons le Front national... » Mais ce courant nourrit une idéologie de rejet. Or la République accueille tout le monde. Le problème est que nous ne savons plus agir avec fermeté. Si je me réfère à la tradition juive, nous avons d'une part Aaron, l'accueil, l'amour, la paix, et Moïse d'autre part, qui incarne la fermeté. La fermeté sans l'amour cela ne marche pas, c'est ce que l'extrême droite propose. L'amour sans la fermeté, ce que la gauche a voulu, ne marche pas non

plus. Il faut les deux. Sans fermeté, l'accueil est impossible.

Autre signal, l'explosion de l'antisémitisme, la cote d'alerte est dépassée...

L'antisémitisme, ce n'est pas un Juif agressé, c'est un Juif agressé sans que personne ne réagisse, par indifférence. Et sur ce terrain, nous avons des pyromanes absolus que sont les députés LFI. Au lieu d'apaiser, ils attendent et jouent sur les haïmes. Mais que cette impasse vienne de Mélenchon qui a la culture, qui avait l'ardeur républicaine, c'est incroyable. Comment peut-il jeter le principe de laïcité aux orties pour gagner trois voix qu'il n'aura pas ?

La réaction d'Israël à l'attaque du 7 octobre a pourtant tout accéléré ?

Ce sont les massacres du 7 octobre qui ont tout déclenché. Ce qui se passe là-bas est un carburant de haine très relayée sur les réseaux sociaux. Mais la situation au Proche-Orient est celle du Proche-Orient. L'enjeu en France est de protéger la paix sociale. Car quiconque brise cela, brise la République. Ce serait plus simple de dire, pas de violence en laissant, par faiblesse, le mal l'emporter. Les méthodes terroristes du Hamas sont les mêmes qui ont toujours porté la haine des Juifs. En Israël, ces jeunes soldats perdent leur insouciance au combat contre ce fléau pour que l'Occident garde la sienne... Pour la France, j'ai été amonier militaire et j'ai vu la rigueur et la capacité de sacrifice des militaires, gendarmes et policiers. Quel signal, par exemple, envoi-t-on à la société quand le policier qui a défendu la synagogue de Rouen en respectant toutes les procédures d'intervention est placé en garde à vue parce qu'il a neutralisé l'agresseur ? On arrête celui qui protège le citoyen sous mandat de la République ?

Dans ce contexte, les musulmans sont souvent accusés et dénoncent en retour l'islamophobie. Comment réagissez-vous ?

Il faut distinguer les choses et le gouvernement vient de confier une mission essentielle à l'ambassadeur François Gouyette, au préfet Pascal Courtade, pour leur demander de faire le point sur l'entrisme des Frères musulmans en France. C'est absolument essentiel. L'État prend la mesure du phénomène mais distingue entre un islam serein, de citoyens parfaitement intégrés, et l'islam de certains, qui s'infiltrent en France pour détruire la société.

Mais comment insuffler de l'espérance dans une société si déchirée ?

Je dénonce dans ce livre la mélancolie globale de notre société anxieuse. Sylvain Tesson a tout dit : nous vivons dans un paradis en étant certains de vivre en enfer. Ce qui nous manque, c'est la confiance et la jubilation de la vie ! Ne soyons pas des âmes tièdes. Il faut une violence de l'espérance parce que la désespérance est violente... Ne passons pas, par exemple, à côté des JO en craignant les couacs, mais nourrissons-nous des valeurs qui poussent ces athlètes à se dépasser et à se donner.

Un rabbin est-il de droite et de gauche ?

Un grand rabbin est avec tout le monde. Dans la vision rabbinique, la droite incarne la miséricorde, la générosité, la bonté, la gauche représente la rigueur. Mon maître, le grand rabbin Emmanuel Chouchoua, priait en tenant sa main gauche dans sa main droite pour que la bonté confine toujours la rigoureuse justice. Il faut ces deux mains. ■

ÉVÉNEMENT
CE SOIR - 20H30

EUROPÉENNES
2024
LE DÉBAT

animé par
Apolline de Malherbe & Maxime Switek

Mahon Aubry (LFI) | François-Xavier Bellamy (LR) | Raphaël Glucksmann (PS-PE) | Marion Maréchal (Front national) | Jordan Bardella (FIM) | Léon Deltour (PCF) | Valérie Hayer (Rassemblement) | Marie Toussaint (EELV)

BFM TV. En simultané sur **RMC**
PREMIÈRE SUR L'INFO INFO TALK SPORT